

**SYNDICAT AUTONOME DES AGENTS
DU TRESOR DU BURKINA**

=====

BUREAU NATIONAL

=====



Tous unis et déterminés,
nous vaincrons !

BURKINA FASO
Unité- Progrès-Justice

MOT D'OUVERTURE DU SG AU 8^{ème} CONGRES DU SATB

10 AVRIL 2015

Honorables Invités ;
Mesdames et messieurs ;
Chers camarades ;
Chers congressistes.

Permettez-moi, au nom du Bureau National du SATB, de saluer avec respect et camaraderie nos honorables invités des organisations syndicales sœurs, que sont nos camarades et amis du SYNATRESOR de la Côte d'Ivoire, de la Section syndicale du Trésor du Mali et du SNAT du Niger.

Au niveau national, nous saluons la présence avec nous des autorités administratives du MEF, de la DGTCP, les centrales syndicales et syndicats autonomes membres de l'unité d'action, le collectif syndical CGT-B, la coordination des syndicats du MEF.

Honorables Invités ;
Chers camarades,

Vous honorez le SATB et ses militants par votre présence effective à ce 8^{ème} congrès ordinaire.

Par ailleurs, je tiens à exprimer ma gratitude à notre ministère de tutelle et particulièrement à la DGTCP dont l'appui a facilité la tenue du présent congrès.

A toutes et à tous, je dis merci.

Honorables Invités,
Camarades Congressistes.

Le 8^{ème} Congrès du SATB se tient dans un contexte

- international marqué par la domination sans partage du système capitaliste impérialiste. Toutefois, ce système vit aujourd'hui une crise multidimensionnelle qui se manifeste sur tous les continents à travers les réformes néolibérales et liberticides dont les conséquences sont les fermetures d'usines, les liquidations et les restructurations d'entreprises, voire une déshumanisation de notre société. Il a également pour corollaire, un appauvrissement généralisé des masses populaires, le chômage, la xénophobie, le trafic de la drogue, le trafic d'armes, le développement du terrorisme. Ainsi, les économies de plusieurs pays occidentaux sont confrontées à la récession.

Face à cette situation, les puissances impérialistes se livrent à des luttes de plus en plus âpres pour l'accès aux matières premières et aux marchés, de même que le contrôle des zones stratégiques menaçant ainsi la paix mondiale.

En Asie, sous la complicité et le silence de la communauté dite internationale, le peuple palestinien a été sauvagement massacré par des bombardements massifs de l'Etat Hébreux au cours du mois de juillet 2014,

sous le prétexte d'un enlèvement de trois adolescents israéliens et de tirs de roquette lancés depuis Gaza sur le territoire hébreu. Or, la réalité est qu'Israël poursuit sa politique d'occupation des terres palestiniennes entamée depuis 1967. Quant à l'Irak, jetés dans le chaos total par la bêtise américaine pendant l'ère Bush, il reste toujours en proie à une guerre civile sans merci, aggravée par l'installation d'une rébellion dite de l'Etat islamique. Montés à tord ou à raison par certaines puissances occidentales pour venir à bout d'un régime dit dictatorial de Bachar el-Assad, la Syrie fait, elle aussi face à une rébellion. Toutes ces guerres ont pour conséquences le massacre de plusieurs centaines de milliers d'innocents.

- Au niveau africain : La crise du système capitaliste est accentuée par la mauvaise gouvernance, le déficit politique et démocratique des pouvoirs pour la plupart issus de coups d'Etat ou d'élections frauduleuses voire scandaleuses. Les pays africains restent toujours des néo-colonies dont les richesses servent de matières premières pour l'Occident et dont les politiques sont orientées par les puissances impérialistes. En réalité, les politiques économiques et sociales ne sont pas orientées vers la satisfaction des besoins essentiels des populations (le taux de chômage se situe entre 10 et 20%).

Tous ces faits ont pour conséquences aujourd'hui :

- L'aggravation de l'insécurité et de l'instabilité dans beaucoup de pays, alimentée par les groupes terroristes comme ceux qui agissent au Mali, Nigeria, en Somalie, Lybie, RDC...

- Le ravages de la population africaines par le virus Ébola qui a atteint une vitesse de croisières avec près de dix mille (10 000) morts sur les 23 000 cas recensés. Dans les pays (Liberia, Sierra Léone, Nigeria, Guinée, RDC) où cette maladie poursuit son bonhomme de chemin, les gouvernants ont vite montré leur incompetence et incapacité notoire à faire face à une situation de crise, si ce n'est faire appel à l'aide de l'extérieur.

- Au Burkina Faso :

La situation nationale quant à elle est marquée par l'aggravation de la crise politique, économique et sociale qui tenaille notre pays. En effet, depuis 1991, notre pays est sous le régime des programmes d'ajustement structurel affublés récemment sous le nom de « Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) ».

Ces politiques qui ont à chaque fois montré leur limite, témoignent de l'incapacité du Pouvoir de la VIème République à répondre favorablement aux aspirations du peuple burkinabè.

Cependant, Blaise Compaoré, à la tête du pays depuis 1987, et réélu en 2010 pour un dernier mandat qui prend fin en novembre 2015, voulait s'éterniser au pouvoir. C'est ainsi que lui et ses partisans depuis un moment, ont manifesté leur volonté de mettre en place un SENAT et de modifier l'article 37 de la Constitution du 02 juin 1991 en vue de sauter le verrou limitatif des mandats présidentiels. Cette tentative de passage en force a fait face à une résistance farouche populaire née des crises consécutives qu'a connu le Burkina depuis l'assassinat de Norbert ZONGO, jusqu'à la crise de 2011 en passant par les émeutes de faim de 2008. En clair, la population burkinabè traduit à travers ses manifestations son refus d'accepter une patrimonialisation du pouvoir, sa soif de justice, à la liberté ainsi que son attachement aux valeurs démocratiques.

Cette situation n'a pas été sans conséquence au sein même du parti au pouvoir. Dès janvier 2014, des rumeurs qui courraient laissent place à la réalité d'une implosion au CDP avec la démission d'anciens ténors tels que Salif DIALLO, Simon Compaoré, Roch Marc Christian KABORE et la naissance du MPP.

Cette crise a atteint son paroxysme surtout avec la radicalisation des positions des uns et des autres doublées des échecs subis lors des différentes tentatives de médiation.

La goutte d'eau ayant fait déborder le vase a été le fait pour l'ex majorité d'avoir déposé à l'Assemblée Nationale un projet de texte ayant pour objet la modification de l'article 37 de la Constitution du 02 juin 1991.

En effet, depuis l'annonce de ce projet de loi portant révision de la constitution, plusieurs manifestations ont été organisées partout en villes comme en campagnes. Ces manifestations ont culminé le jeudi 30 octobre 2014, jour du vote de la loi à l'Assemblée Nationale. La force de la mobilisation, la détermination des manifestants et l'exigence d'une jeunesse révoltée ont permis d'empêcher le vote à l'Assemblée Nationale.

Tout cela a conduit à la fuite de Blaise Compaoré et de ses proches, aidés par les éléments du Régiment de sécurité Présidentiel (RSP).

La furie des manifestants s'est abattue sur l'Assemblée Nationale, Azalaï Hotel Indépendance, la RTB, sur les domiciles et immeubles de quelques dignitaires et proches du parti au pouvoir. Contre cette détermination, le régime de Compaoré a déployé une force de répression qui a conduit à la perte d'une trentaine de vies humaines ainsi que de plusieurs centaines de blessés à travers tout le pays.

Cette insurrection populaire du 30 octobre se justifie pleinement au regard de l'état instable des institutions de l'Etat, de la crise de confiance entre gouvernants et gouvernés et surtout de la misère que traverse la majorité des burkinabè. Mais très rapidement ces acquis arrachés de haute lutte contre un régime barbare et militaire ont été menacés et confisqués par la même branche clanique et putschiste de l'armée (le RSP) avec comme nouvel homme, le Lieutenant-colonel Yacouba Isaac ZIDA.

Contraint par la pression aussi bien de l'intérieur par les institutions sous régionales (UEMOA, CEDEAO, UA), les militaires cèderont le pouvoir le 21 novembre 2014 à un gouvernement civil de transition dirigé par Michel KAFANDO avec comme premier ministre Yacouba Isaac ZIDA.

Au Ministère de l'Economie et des finances de façon générale et en particulier à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, les travailleurs ont vécu depuis 1997 une fêrule humiliante faite de violations des libertés syndicales, de tracasseries, d'un clientélisme jamais égalé dans la gestion des carrières du personnel et de l'écartement de certains cadres valeureux qui ont refusé la soumission aveugle exercée par le Ministre. Tout cela a été l'œuvre de Lucien Marie Noël BEMBAMBA, ex Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité et ex Ministre de l'Economie et des Finances en cavale qui avait mis en place au Trésor Public une traque au militantisme syndical.

Honorables Invités,

Camarades Congressistes.

C'est cette lecture du contexte national burkinabè qui justifie le choix du thème ci-après libellé autour duquel se pencheront les délégués au 8^{ème} congrès ordinaire du SATB: **«Travailleurs du Trésor Public burkinabè dans le contexte de crise sociopolitique actuel, élevons notre niveau de conscience politique et syndicale pour renforcer le SATB et consolider nos acquis démocratiques et sociaux ».**

Ces assises permettront à une cinquantaine de délégués venus de l'ensemble du pays de se pencher sur la vie du SATB depuis son dernier congrès extraordinaire tenu en septembre 2012. Plus particulièrement, les congressistes vont approfondir l'analyse du thème, examineront les différents rapports et prendront des résolutions et recommandations pour la consolidation du syndicat. Enfin, un nouveau bureau national sera élu.

Tout en souhaitant plein succès à nos travaux, je déclare ouverts les travaux du 8^{ème} Congrès du SATB.

Vive le SATB ;

Vive la solidarité syndicale ;

Pain et liberté pour le peuple !

Je vous remercie.

Le Secrétaire Général